



Éditorial

Excédent agroalimentaire français de 2011, le plus élevé depuis 1995

En 2011, l'excédent des échanges agroalimentaires français a atteint 11,6 milliards d'euros courants, son plus haut niveau depuis 1995. Cela grâce au dynamisme des exportations associé à la stabilité des importations. Les prix à la production élevés de 2011 ont fortement accru la valeur des exportations françaises. En termes de partage volume-prix, les deux tiers de la croissance de l'excédent s'expliquent par une forte hausse des prix des produits bruts, en particulier des prix céréaliers, et l'autre tiers par l'augmentation des quantités vendues de produits transformés dont les prix se sont quant à eux stabilisés. Corrigé de l'évolution des prix, l'excédent commercial a progressé en volume pour la deuxième année consécutive après la récession de 2009, alors qu'il marquait une nette tendance à la baisse depuis 2000 (*Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent commercial agroalimentaire, Commerce extérieur agroalimentaire français n° 2012/174, mars 2012*).

Les pays tiers ont assuré une grande part de cette croissance, leur demande ayant été plus forte que la demande intracommunautaire en 2011. Les conditions climatiques, qui ont pénalisé les pays de la mer Noire, ont induit

une restructuration des flux de céréales au profit de la France notamment vers l'Égypte et, par ailleurs, de nouvelles destinations se sont ouvertes aux animaux et viandes français en Asie et au Moyen-Orient.

La reprise du solde extérieur qui s'est amorcée fin 2010 s'est poursuivie tout au long de 2011 dans quasiment toutes les filières. La spectaculaire croissance de l'excédent commercial par rapport à 2010 (+ 45 % en valeur) a été principalement alimentée par les exportations de céréales (+ 35 %), de bovins et de vins et champagnes (+ 13 %), des viandes et des produits laitiers (+ 11 %) (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, février 2012*).

Sur l'ensemble de l'année 2011, les prix moteurs des céréales et des oléagineux ont dépassé le niveau des années précédentes d'environ 40 %. Par rapport à 2011, les prix à la production de 2012 enregistrent une baisse pour le strict mois de janvier, qui se stabilise à - 23 % pour le blé tendre et à - 13 % pour le maïs et les oléagineux. Ils n'en gardent pas moins une avance de 15 % sur les mois de janvier 2006-2010, avance encore plus forte que celles de novembre et décembre 2011 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, mars 2012*). Cette

accélération résulte d'un net renchérissement des cours céréaliers en toute fin 2011 et début 2012 après une relative accalmie au cours du dernier trimestre 2011. Début février 2012, les cours du blé tendre sont stimulés par les risques d'impact du froid sur les récoltes russes et ukrainiennes à venir. En Ukraine, l'un des pays exportateurs majeurs de blé tendre après la Russie, le blé et le colza pourraient être largement pénalisés. Cette incertitude relaie les craintes relatives à la sécheresse en Amérique du Sud pour le maïs et le soja, à l'origine de la hausse des cours en janvier.

En janvier 2012, les exportations de blé tendre français, qui ont été très actives durant la première partie de la campagne 2011/2012, baissent du fait de moindres volumes exportés vers le Maroc et l'Égypte (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2012*). Les exportations françaises de maïs, conjuguées à la fabrication d'aliments pour animaux, constituent le débouché dynamique d'une très grosse récolte. Au niveau mondial, le bilan en maïs est serré mais, grâce à l'abondance de la récolte de blé, le bilan céréalier 2011/2012 atteindrait néanmoins son équilibre (*Les marchés des grandes cultures sous l'effet des accidents climatiques* »),

Céréales et oléagineux n° 2012/172, mars 2012).

Pour les productions animales en 2011, la hausse des prix à la production par rapport à ceux des années 2006-2010 a été de + 9 %, les volailles et le lait de vache affichant une hausse plus soutenue (+ 16 % et + 11 %) que les animaux de boucherie. Pour autant, ces derniers se sont démarqués des prix bas des années précédentes, notamment ceux des gros bovins et des porcins. En 2011, les cours des bovins finis et des agneaux sont restés au-dessus de ceux de 2010 et le prix du porc charcutier n'a pas marqué sa baisse saisonnière de l'automne. Pour les éleveurs d'herbivores et de hors-sol, la hausse du coût des intrants, de respectivement + 12 % et + 17 % en 2011 par rapport au coût moyen 2006-2010, se tempère en janvier 2012 (*Infos rapides Moyens de production, mars 2012*). En janvier 2012, comme déjà en décembre, les prix des animaux de boucherie perdent de leur avance sur ceux de 2011, surtout ceux des porcins, et les prix des volailles les équivalent quasiment.

Pour l'ensemble des animaux et des viandes, les prix à la production de 2011 ont été soutenus par l'augmentation des débouchés à l'exportation. La diminution de l'offre mondiale des gros pays producteurs, notamment en Asie et en Amérique du Sud, a en effet provoqué la réduction des importations des pays européens et stimulé leurs exportations, limitant du même coup l'offre sur le marché intérieur (*Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine, Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011*).

Dans ce contexte mondial, l'excédent commercial de la filière animaux et viandes a augmenté en 2011 pour la seconde année consécutive, alors qu'il avait tendance à se dégrader depuis 1997 (*Commerce extérieur des animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2011/163, octobre 2011*). Cette reprise résulte du gonflement des volumes exportés d'animaux et de viandes de boucherie vers les pays tiers, avec le développe-

ment progressif depuis 2009 des nouvelles destinations autour de la Méditerranée. L'Algérie, le Liban et la Turquie ont ouvert leurs frontières aux bovins vivants, se joignant à l'Italie et l'Espagne importatrices des brouillards légers français. Le nombre de bovins vivants exportés en 2011 est le plus important depuis 2003. Son augmentation a contribué pour 80 % à la croissance de l'excédent en bovins, tandis que les autres 20 % étaient dus à la hausse des prix. Le commerce extérieur des volailles, tant les importations que les exportations, a aussi été intense en 2011.

En ce qui concerne les viandes et produits de l'abattage, le solde des échanges est resté déficitaire en 2011, mais le déficit s'est réduit. Les viandes de boucherie et les produits de l'abattage sont pour la plus grande partie responsables de l'amélioration du solde, celui des viandes de volailles et de produits élaborés à base de viande n'ayant pas progressé. L'ouverture du marché turc a généré 60 % de la croissance du volume exporté de viande bovine. Une forte demande chinoise entre juillet et octobre a par ailleurs maintenu au niveau de 2010 le volume exporté de viande porcine.

Sur le marché intérieur, la consommation de viande défavorisée par le contexte économique de 2011 a globalement fléchi, rompant avec la reprise de 2010 (*En 2010, la consommation de viandes se porte mieux, Consommation n° 2010/133, octobre 2010*). L'offre de viandes sur le marché intérieur a été restreinte : la production française, en hausse pour toutes les viandes à l'exception de la viande porcine, n'a toutefois pas suffi à compenser le déficit de disponibilités intérieures (*Infos rapides Animaux de boucherie de février 2012 et Aviculture de mars 2012*). Les prix à la consommation des viandes et produits dérivés ont en partie répercuté la hausse des prix à la production qui, pour les volailles, ont augmenté plus tôt que les autres, grâce notamment à la prise en compte plus rapide du coût des aliments pour animaux dans les prix à la production. Prudents sur leurs dépenses en temps de crise économique, et sensibles aux augmentations de prix, les consommateurs ont limité leurs achats de viande

de boucherie, et dans une moindre mesure de volailles. En 2011, la consommation de viandes de volailles, qui n'a pas diminué mais seulement ralenti son rythme de croissance, a dépassé celle de viande bovine. C'est la seule année depuis toujours à l'exception de 2001, année de l'encéphalopathie spongiforme bovine (*Tassement de la consommation de viande en 2011, Consommation n° 2012/173, mars 2012*).

L'excédent commercial de 2011 des produits transformés repose aussi en grande partie sur les exportations de produits laitiers, mieux orientés que les animaux et viandes car non soumis au risque de fermeture des frontières. Ces exportations ont représenté le quart des exportations françaises vers les pays tiers, du fait des fromages et des produits industriels. Vers l'Union européenne, le rythme de croissance a été moins vif, de + 10 % par rapport à 2010, alors qu'il est monté à + 25 % pour les pays tiers. Quant aux importations, le rythme s'est ralenti en provenance de l'UE comme pour les exportations et, en provenance des pays tiers, elles sont restées faibles. Au final, même si l'excédent avec l'Union européenne a progressé sur deux ans, c'est surtout l'excédent avec les pays tiers qui a contribué à la croissance du solde des échanges en produits laitiers.

Comme pour les autres produits agricoles et agroalimentaires, la reprise se poursuit pour la deuxième année consécutive. Elle s'était amorcée avec la montée des cours mondiaux des produits industriels à partir de la fin 2009, très propices pour l'industrie laitière française. Grâce à une collecte laitière dynamique, les fabrications avaient déjà beaucoup progressé en 2010, pour répondre à la demande extérieure (*Les fabrications françaises s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale, Lait n° 2011/155, juillet 2011*). En 2011, les fabrications françaises de produits industriels ont dépassé celles de 2010 mais, pour les produits de grande consommation, l'évolution a été contrastée, dynamique pour la crème conditionnée et en recul pour les fromages frais (*Infos rapides Lait, février 2012*). Le prix moyen annuel du

lait de vache a été de 11 % supérieur à son prix moyen entre 2006 et 2010. En janvier 2012, l'augmentation est de 6 % par rapport à janvier 2011, l'évolution sur un an étant quasiment identique à celle observée par rapport aux mois de janvier 2007 à 2011.

En janvier 2012, la croissance de l'excédent des produits transformés s'accélère grâce à la viande bovine, et aussi aux vins et alcools qui bénéficient d'une demande renforcée des pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2012*). L'excédent commercial des vins et champagnes reprend après une légère baisse en décembre 2011. Sur l'ensemble de l'année 2011, il a augmenté pour la deuxième année consécutive, notamment pour les vins rouges d'appellation d'origine protégée, et plus particulièrement ceux de Bordeaux dont les volumes exportés ont cru de 25 % par rapport à 2010. Les champagnes ont retrouvé leur volume d'exportations de 2008, avec une progression de 5 % en 2011 et de 21 % en 2010. En 2010 et 2011, l'ensemble de la croissance provient des pays tiers, Asie et États-Unis (*Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise, Industries agroalimentaires n° 2010/136, décembre 2010*). Sur la période 1995-2011, contrairement à celle des pays tiers qui tire la demande extérieure, la demande de l'Union européenne est stagnante (*En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins, Viticulture n° 2011/160, octobre 2011*).

La situation du marché extérieur des fruits et légumes, marché déficitaire

depuis plus de dix ans, s'améliore toutefois en 2011. Le déficit extérieur en valeur des produits frais et transformés reste très important mais il se stabilise depuis 2009. Pour les produits transformés, il augmente toujours en 2011, mais à un rythme ralenti. Ce ralentissement est marquant compte tenu du fait que le déficit pesait particulièrement sur la filière avant 2009 (*En dix ans, le déficit commercial des légumes s'est plus creusé pour l'industrie que pour le frais, Légumes n° 2009/80, juillet 2009*). En parallèle pour les produits frais, le déficit des échanges de légumes frais s'est réduit pour la troisième année consécutive : c'est le plus faible enregistré depuis 1995. L'amélioration des échanges est due à la baisse de la valeur des importations résultant du niveau très bas des prix à l'importation. Le déficit en fruits frais s'est également réduit, les importations diminuant et les exportations se stabilisant. Les importations d'agrumes baissent, tirées par la baisse des volumes et des prix. Les volumes importés de pommes et de poires sont aussi moins importants.

Sur le marché intérieur, les prix à la production sur l'ensemble de l'année 2011 ont été inférieurs de 6 % aux prix moyens 2006-2010 pour les légumes frais, ceux des fruits étant quasiment équivalents (- 1 %). En février 2012, la situation des prix des légumes, catastrophique depuis plusieurs mois, s'inverse brutalement. Le climat glacial de la première quinzaine de février, succédant à la douceur de décembre et janvier, donne un coup de fouet aux prix à la production (*Infos rapides Climatologie, mars 2012*). Pour l'ensemble entre janvier et février, ceux-ci basculent de - 25 % à + 21 % par rapport

au niveau de 2011. Pour le chou-fleur dont les prix de janvier étaient proches de 2011 en janvier, le bond est spectaculaire (+ 99 % en février). Les salades quant à elles profitent d'une hausse de 74 %, alors que la baisse sur un an des mois précédents se situait entre 20 % et 30 %. Les prix de l'endive, bien que moins sensible aux aléas climatiques en raison de son mode de culture en bac de forçage, sont supérieurs de + 36 %. Le froid favorise sa consommation qui bénéficie en outre du report dû au prix élevé des salades. La hausse est moins marquée pour le poireau (+ 28 % en février) mais elle contraste avec une baisse plus importante, de l'ordre de 45 % en janvier. Quant à la carotte, les écarts par rapport au niveau de l'année précédente sont de moindre amplitude que pour les autres légumes (+ 20 % en février, contre - 8 % et - 3 % en janvier et décembre).

En ce qui concerne les fruits d'hiver, les prix à la production restent en dessous du niveau de 2011 (- 10 % pour l'ensemble). La baisse des prix s'est amorcée depuis l'automne sur les marchés de la pomme et de la poire mais, pour celle-ci, la situation se détériore particulièrement en février avec des prix chutant de 25 % par rapport à 2011. Pour la pomme, la baisse sur un an est au contraire moins forte que les mois précédents (- 8 %). Fin janvier 2011, le déstockage de pommes et de poires se poursuit, les stocks de 2012 se rapprochant de ceux de 2011 (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, février 2012*). Le prix du kiwi se maintient à environ - 15 % en dessous de celui de 2011.

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Les marchés des grandes cultures sous l'effet des accidents climatiques <i>Céréales et oléagineux</i>	7	A. Renaud
Tassement de la consommation de viandes en 2011 <i>Consommation</i>	11	A. Viguiier
Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent commercial agroalimentaire <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	17	G. Wemelbeke

Organismes et abréviations 25

Pour en savoir plus 27

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie</i> , n° 2/11, février 2012	M.A. Lapuyade, C. Pendariès
<i>Aviculture</i> , n° 3/11, mars 2012	C. Pendariès
<i>Carotte</i> , n° 5/6, février 2012	J. Fressignac
<i>Chicorée</i> , n° 4/5, février 2012	J. Fressignac
<i>Chou-fleur</i> , n° 5/6, mars 2012	J. Fressignac
<i>Climatologie</i> , n° 3/12, mars 2012	J. Gabrysiak
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 3/12, mars 2012	G. Wemelbeke
<i>Concombre</i> , n° 1/5, mars 2012	J. Fressignac
<i>Endive</i> , n° 3/5, février 2012	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 1/10, février 2012	A. Renaud
<i>Laitue</i> , n° 5/6, février 2012	J. Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 3/10, mars 2012	L. Lefebvre, A. Viguiier
<i>Poireau</i> , n° 5/5, mars 2012	J. Fressignac
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 3/10, mars 2012	C. Deroin
<i>Stocks pommes poires</i> , n° 5/10, février 2012	L. Bernadette
<i>Tomate</i> , n° 1/6, mars 2012	J. Fressignac

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

[Retour éditorial](#)

Les marchés des grandes cultures sous l'effet des accidents climatiques

Gâce à une récolte de blé abondante, le bilan mondial en céréales atteindrait l'équilibre pour 2011/2012, malgré un bilan serré en maïs. Ce dernier soutient les cours des céréales, caractérisés par un regain de tensions début février. Les cours sont favorisés par des inquiétudes concernant les conséquences du froid sur les cultures en Russie et surtout en Ukraine, qui prennent la suite des craintes relatives à la sécheresse en Amérique du Sud pour le maïs et le soja. En Ukraine, le blé et le colza pourraient être largement pénalisés. En France, les exportations de blé tendre ont été plutôt actives durant la première moitié de campagne, et dynamisées début janvier par la baisse de l'euro face au dollar. La récolte abondante de maïs trouve des débouchés à l'exportation et pour l'alimentation animale. Pour 2012, les semis d'hiver augmenteraient pour le blé au niveau mondial. Aux États-Unis, la sole de soja reculerait à la faveur de celle de maïs qui atteindrait un niveau record et pourrait inverser la tendance à la baisse des stocks.

Un équilibre hétérogène pour le bilan céréalier mondial 2011/2012

Fin février, la production mondiale de céréales pour 2011/2012 a été réévaluée à la hausse par le Conseil international des céréales (CIC). Elle atteindrait 1 841 millions de tonnes (Mt), en hausse de 5 % par rapport à 2010. Ainsi, le bilan mondial en céréales hors riz serait globalement équilibré même si les stocks de fin de campagne demeureraient à peine supérieurs au bas niveau de l'an dernier, évalués à 378 Mt. Alors que le bilan en blé devient nettement excédentaire grâce aux récentes bonnes moissons de l'hémisphère Sud, le bilan en maïs reste déficitaire malgré une récolte record. Le ratio stocks/consommation s'établirait à 14,5 %, contre 15,5 % pour la campagne précédente, et davantage pour les trois campagnes précédentes. Pour autant, les perspectives ne sont pas jugées plus

préoccupantes que les deux mois précédents, les stocks ayant été légèrement revus à la hausse entre décembre et janvier. Aux États-Unis, les stocks de fin de campagne restent tendus.

Reprise nuancée des cours céréaliers en janvier 2012

Après une certaine accalmie durant le dernier trimestre 2011, la toute fin d'année 2011 et les deux premières semaines du mois de janvier 2012 ont été marquées par un net renchérissement des cours des céréales. Entre la mi-décembre et la première semaine de janvier, le blé tendre et l'orge rendu Rouen ont enregistré une hausse de 24 €/t et 21 €/t, se hissant respectivement à 201 €/t et 195 €/t, et le maïs rendu Bordeaux a gagné 16 €/t pour s'échanger à 196 €/t. À Chicago, le blé passe de 217 \$/t (soit 165 €/t) le 14 décembre à 241 \$/t (185 €/t) le 4 janvier, et le maïs de 230 \$/t (172 €/t) à

259 \$/t (200 €/t). Les conditions climatiques défavorables aux cultures en Argentine et dans une moindre mesure au Brésil ont inquiété les marchés mondiaux. Ce sont principalement les cultures de maïs et de soja, en pleine croissance durant cette période, qui ont souffert du manque d'eau. Les précipitations sont ensuite revenues, mais des dégâts irréversibles demeureraient. En particulier, la production de maïs en Argentine est révisée à 22 Mt, contre 26 Mt prévus précédemment. À la suite de la publication du rapport de l'US Department of agriculture (USDA) du 12 janvier, les cours se sont nettement détendus alors que la production de maïs aux États-Unis a été rehaussée, en décalage avec les attentes des opérateurs. À Chicago, le blé tendre comme le maïs ont décroché de 20 dollars par tonne entre le 4 et le 18 janvier. En France, le cours du blé rendu Rouen a reculé d'environ 4 € par tonne.

Début février, le froid inquiète les marchés

Au début du mois de février, les cours des céréales se sont à nouveau raffermiss. Les marchés ont tout d'abord été suspendus à une éventuelle annonce par la Russie de restreindre ses exportations, jusqu'à un démenti du vice-premier ministre. Les autorités russes avaient précédemment évoqué un plafond des exportations autour de 24 Mt. Il a été relevé à 27 Mt début février.

Les cours ont ensuite surtout été attisés par les inquiétudes suscitées par une vague de froid intense à l'est de l'Europe. En Ukraine surtout, la chute brusque des températures avec une couverture neigeuse parfois peu abondante pourrait entraîner des dégâts importants sur les cultures, alors que les semis d'hiver auraient déjà souffert du manque d'eau en automne. Des resemis en maïs sont évoqués pour les parcelles les plus atteintes. Parmi les pays de la mer Noire, l'Ukraine a exporté en 2009/2010 plus de 9 Mt de tonnes de blé tendre, la moitié du volume exporté par la Russie.

Le renchérissement des cours a été marqué à la fois à Chicago comme sur le marché français. Entre la fin janvier et le début février, le blé américain se hausse de 233 à 245 \$/t (soit 179 à 186 €/t), et le maïs atteint 252 \$/t (191 €/t) début février après le point bas de mi-janvier à 238 \$/t (186 €/t). Sur les marchés français, le cours du blé rendu Rouen s'accroît de 10 euros par tonne à 208 €/t, et celui du maïs rendu Bordeaux de 8 euros par tonne à 205 €/t.

Blé tendre en France : des exportations dynamiques sur les six premiers mois de campagne

Au cours de la première moitié de campagne, les exportations françaises de blé tendre ont été dynamiques, même si elles sont en net retrait par rapport à la campagne exceptionnelle 2010/2011. Vers l'Union européenne, elles se redressent de 15 % atteignant 3,7 Mt, tandis qu'elles diminuent de

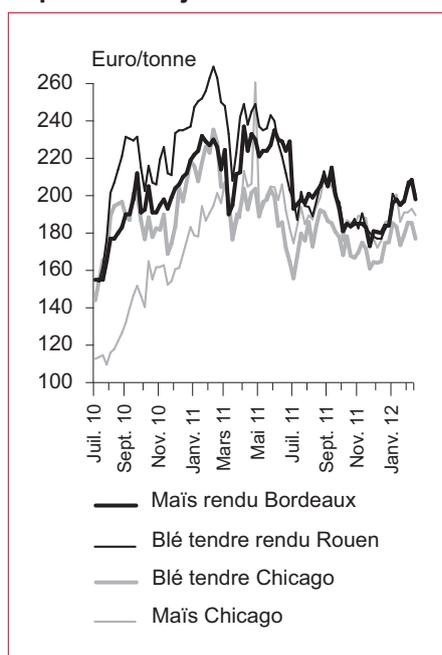
26 % vers les pays tiers, à 5,1 Mt. Elles restent toutefois supérieures à la moyenne des cinq dernières campagnes. Pour l'Union européenne, elles la dépassent de 5 % avec des volumes importants vers la Belgique et l'Allemagne, mais en recul pour les Pays-Bas. Vers les pays tiers, les exportations au cours des six premiers mois de la campagne 2011/2012 sont 22 % plus hautes que le début de campagne moyen des cinq campagnes précédentes. L'activité est marquée vers l'Algérie, et, dans des volumes moindres, vers le Maroc.

Début janvier, les exportations françaises ont connu un regain de dynamisme, favorisées par la baisse de l'euro face au dollar. Toutefois, le rythme d'exportations devrait diminuer à mesure que la fin de campagne approche et que les disponibilités s'amenuisent. Le stock de fin de campagne est déjà prévu à un bas niveau par FranceAgriMer. Avec 2,4 Mt, il se situerait 20 % en dessous du stock moyen des cinq dernières campagnes.

Maïs en France : des quantités abondantes, débouché à l'exportation dynamique et utilisation pour l'alimentation animale

La récolte 2011 de maïs en France, particulièrement abondante, trouve des

Reprise globale des cours depuis début janvier 2012

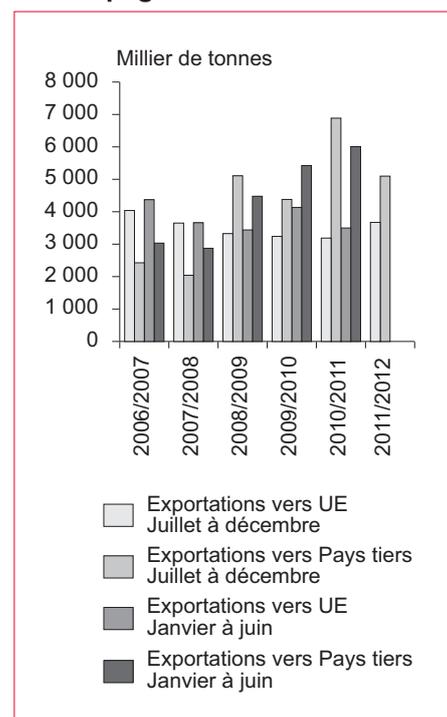


Source : La Dépêche - Cotations hebdomadaires

débouchés à l'exportation, et sur le marché intérieur pour l'alimentation animale.

Au cours des six premiers mois de campagne, le rythme des exportations françaises de maïs a été dynamique. Elles se haussent de 29 % en volume par rapport à 2010/2011, gagnant 21 % vers l'Union européenne pour atteindre 3,1 Mt. L'Espagne constitue le principal débouché (1,1 Mt, + 29 %), suivi par les Pays-Bas (0,75 Mt, + 25 %). À destination des pays tiers, les exportations triplent tout en restant dans des volumes modestes (0,3 Mt), avec des ventes vers l'Algérie et la Libye notamment. Par ailleurs, en raison d'un contexte de prix favorable par rapport au blé et d'une offre en orge restreinte, les fabricants d'aliments du bétail (FAB) se tournent vers le maïs. Au cours des six premiers mois de campagne, d'après FranceAgriMer, l'utilisation de maïs par les FAB a légèrement progressé par rapport à l'an dernier. Pour la campagne entière, la hausse est prévue par FranceAgriMer à 3,8 %, avec un volume de 3,6 Mt.

Des exportations de blé tendre plutôt dynamiques en début de campagne



Source : DGDDI (Douanes)

En 2012, les semis d'hiver augmenteraient pour le blé au niveau mondial

Pour 2012, selon les estimations du CIC de février, les semis de blé gagneraient 1,5 % par rapport à 2011.

La hausse serait principalement due à une progression des semis aux États-Unis et dans la CEI, incitée par

des prix attractifs sur les marchés intérieurs et à l'exportation. Ces données ne doivent toutefois intégrer que partiellement l'évolution de la situation dans les régions de la mer Noire à la suite de l'épisode de gel de février. En France, la sole de blé tendre d'hiver augmenterait de 1 % après deux années consécutives de baisse. Elle se situerait au niveau record de l'année 2008.

Selon le CIC, la sole mondiale de maïs progresserait de 0,6 % : avec 167 millions d'hectares, atteignant un niveau inégalé. Aux États-Unis, la sole de maïs s'étendrait de 2,1 % au détriment de celle de soja, dans un contexte de prix pour l'instant favorable au maïs. Ainsi, les stocks de maïs, qui ont chuté à un niveau très faible, pourraient inverser la tendance.

Les prix des graines oléagineuses à des niveaux très élevés

Soja : des récoltes pénalisées par la sécheresse en Amérique du Sud

Depuis la mi-décembre 2011, les cours du soja sont fermes. Ils atteignent en moyenne 445 \$/t (soit 345 €/t) en janvier 2012 et 452 \$/t (soit 343 €/t) en février, dépassant leur niveau d'octobre mais sans atteindre les sommets du début de campagne. La récolte mondiale de soja pour 2011/2012 est abaissée à 251,5 Mt par l'USDA contre 257 Mt prévus en janvier en raison de la sécheresse qui a pénalisé les récoltes de soja au Brésil et en Argentine. Les perspectives d'exportations sont également revues à la baisse. Avec une récolte réduite, les États-Unis exporteraient 34,7 Mt (- 15 % par rapport à 2010/2011), et l'Argentine 8,9 Mt. Malgré une production moins abondante que prévu, le Brésil deviendrait en 2011/2012 le premier exportateur mondial de soja avec 37,8 Mt.

Colza : la vague de froid sur l'est de l'Europe provoque des tensions

Entre début décembre 2011 et début janvier 2012, le cours du colza rendu Rouen s'est apprécié de plus de 20 euros par tonne. Il atteint en moyenne en janvier 443 €/t, et bondit à 452 €/t en février, son plus haut niveau depuis le début de la campagne. La brusque hausse du cours du colza au début du mois de février est liée aux inquiétudes à propos de la vague de froid qui sévit en Russie et en Ukraine. En Ukraine notamment la couverture neigeuse, trop peu épaisse, n'aurait pas pu convenablement protéger les cultures d'un froid extrême et arrivé brutalement. L'Ukraine, dont la production de colza est surtout exportée, est en outre le principal fournisseur de l'Union européenne en colza. L'Union européenne, qui produit le tiers du colza mondial, importerait des pays tiers

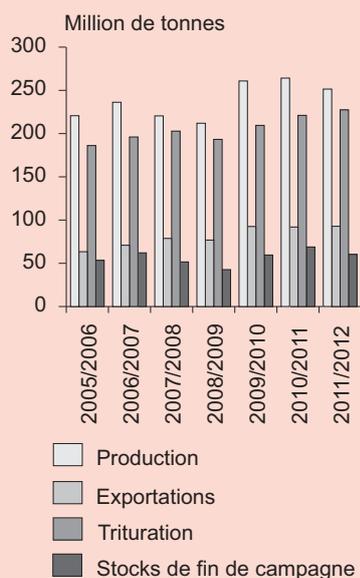
environ 3 Mt de colza par campagne depuis 2008/2009. Elle fait appel à l'Ukraine pour la majorité des volumes.

Par ailleurs, la consolidation des cours du colza serait également due à la fermeté des cours du pétrole et du soja.

Tournesol : cours porté par le dynamisme de la trituration

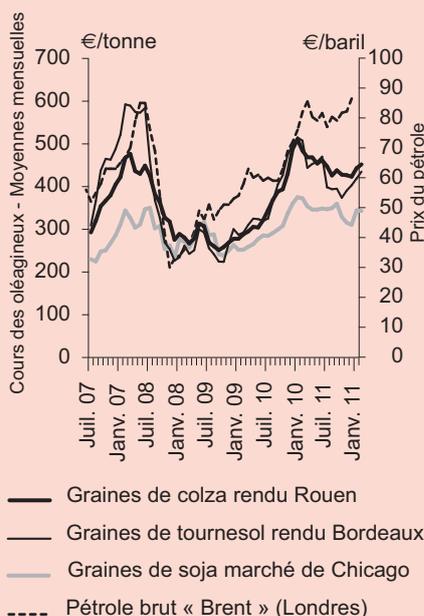
Parallèlement à la hausse du cours du colza sur le marché français, le cours du tournesol poursuit sa hausse quasi-ininterrompue depuis le mois d'octobre. Outre un contexte de prix tendus pour les autres oléagineux, il est porté par le dynamisme de la trituration. Pour la campagne 2011/2012, la France triturerait 1,65 Mt de tournesol (+ 20 %) selon FranceAgriMer. Face à des exportations en légère baisse (- 7 % à 388 Mt), les importations augmenteraient nettement (+ 44 % à 390 Mt) pour combler la demande intérieure.

Une récolte de soja réduite



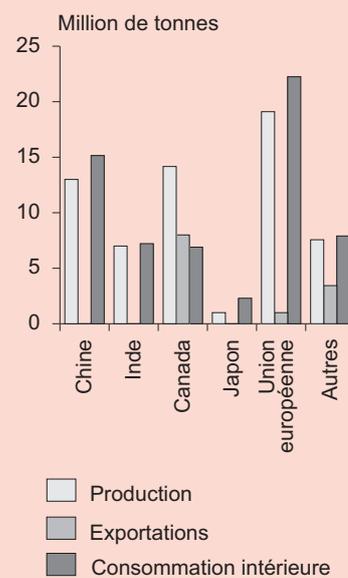
Source : USDA

Les cours des oléagineux repartent à la hausse



Sources : La Dépêche, Insee

L'UE représente le tiers de la consommation mondiale de graines de colza, dans la campagne 2011/2012



Source : USDA

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin Mars édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou bien du Coceral (Comité du Commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofouritures) : <http://www.coceral.com>
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2010/2011) et prévisionnels (2011/2012) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : <http://agreste.maapar.lbn.fr/> puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : la sole de blé tendre et celle de colza atteindraient des niveaux élevés », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10, février 2012
- « Semis d'hiver : extension de la sole des céréales d'hiver et du colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2011
- « Semis d'hiver : extension de la sole des céréales d'hiver et du colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2011
- « Rendements élevés pour les cultures d'été », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2011
- « Céréales et oléagineux : le repli des cours initié début octobre se stabilise », Synthèses Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2011/164, décembre 2011
- « Céréales et oléagineux : tensions sur les marchés du maïs au début de la campagne 2011/2012 », Synthèses Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2011/157, septembre 2011
- « À la fin de la campagne 2010/2011, inquiétude pour les nouvelles récoltes sur les marchés des grandes cultures », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2011/153, juillet 2011

PRODUCTIONS ANIMALES - Consommation

Synthèses mars n° 2012/173

[Retour éditorial](#)

Tassement de la consommation de viandes en 2011

La consommation de viande fléchit en 2011, après une année 2010 de reprise. Le contexte économique lui est défavorable. Les bons débouchés à l'exportation des animaux vivants et de la viande soutiennent les prix à la production, avec un certain entraînement des prix au détail. Ils contribuent, avec le ralentissement des importations, à la limitation des disponibilités sur le marché intérieur. Prudents sur leurs dépenses en temps de crise économique, et sensibles aux augmentations de prix, les consommateurs réduisent leurs achats de viande de boucherie, et dans une moindre mesure de volailles.

La consommation de viande de boucherie diminue

La consommation de viandes, calculée par bilan, subit un net ralentissement en 2011, après une année 2010 plus favorable. Celle de viande de boucherie se rétracte de 2 %, alors qu'elle était en légère progression en 2010. Toutes les espèces animales sont touchées par la baisse.

La viande bovine s'en sort moins mal que les autres viandes de boucherie (- 1,5 %). Les bonnes performances de l'exportation d'animaux finis et de viande bovine vers les pays tiers ont concurrencé en 2011 le marché intérieur. Celui-ci n'a pas été soutenu par les importations de viande bovine qui chutent de 9 %. La consommation de viande bovine baisse de façon inhabituelle en juin, en répercussion de l'affaire de la contamination de viande hachée par la bactérie *Escherichia Coli*. Elle reste déprimée jusqu'à son redressement en novembre.

La consommation de viande porcine baisse de 2 % en 2011. Elle s'est maintenue au dessous de celle de l'an der-

nier durant la première moitié de l'année. Elle connaît un point bas en septembre-octobre. Dans un contexte de tendance à la baisse de la production, les bons débouchés à l'exportation de viande porcine (+ 2 %) semblent être venus là aussi en concurrence de la consommation intérieure, sans compensation par les importations qui diminuent de 2 %.

La consommation de viande ovine diminue de 3 %. La faiblesse de l'offre et le prix élevé freinent cette consommation qui suit déjà une tendance à la baisse depuis de nombreuses années. Cette consommation repose en grande partie sur les importations de viande ovine, qui en représentent environ 60 %. Mais celles-ci se rétractent en 2011, en particulier en provenance de

Baisse de la consommation de viandes de boucherie, hausse ralentie pour la volaille

	Consommation	Évolution de la consommation des onze premiers mois en %	
	2011	En un an 2011/2010	En un an l'an dernier 2010/2009
Viande d'animaux de boucherie¹	3 724	- 1,9	+ 0,5
dont : Viande bovine	1 613	- 1,5	+ 1,9
Viande porcine	1 883	- 2,0	- 0,1
Viande ovine-caprine	194	- 2,8	- 6,7
Viande équine	18	- 9,2	- 2,3
Viande de volaille²	1 631	+ 1,7	+ 4,5
dont : Poulet	986	+ 2,3	+ 4,1
Dinde	326	+ 0,1	+ 6,6
Canard	204	+ 2,7	+ 1,6
Autres volailles	116	- 1,0	+ 7,3

1. Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (Cic) en millier de tec.

2. Volaille : consommation indigène totale en millier de tec.

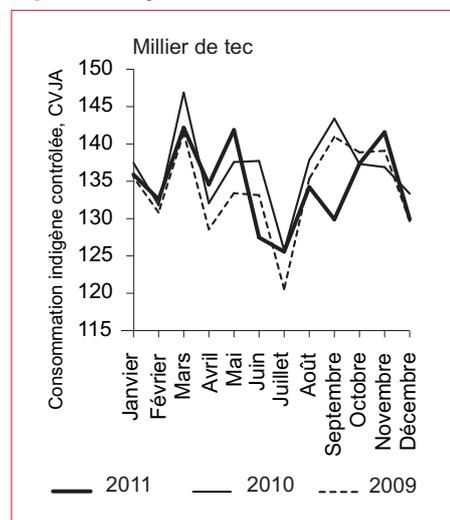
Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan

la Nouvelle-Zélande, après avoir déjà baissé en 2010. De plus, aucun pic d'importations n'a eu lieu pour Pâques. La production française bénéficie de cette moindre concurrence et augmente de 6 %, sans combler le déficit de disponibilités.

La consommation de viandes de volailles progresse encore

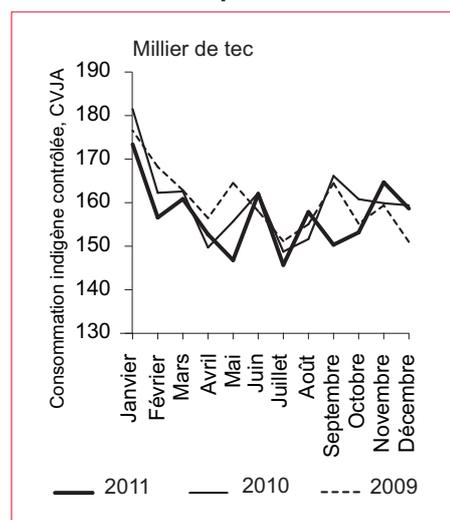
La viande de volaille, qui était en expansion en 2010 (+ 5 %), modère sa croissance en 2011 (+ 2 %). Les quantités consommées de volailles,

Ralentissement de la consommation de viande bovine à partir de juin



Source : Agreste

Creux de la consommation de viande porcine en début d'année et en septembre-octobre



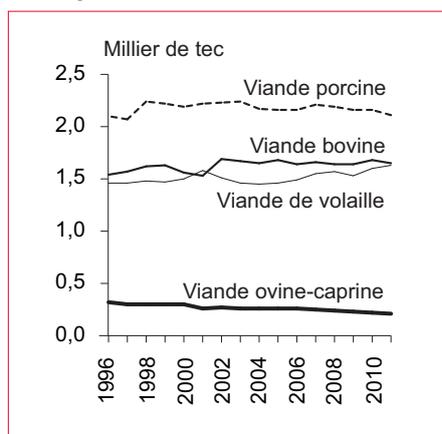
Source : Agreste

qui s'élèvent à plus d'1,6 million de tec, dépassent de peu la consommation indigène contrôlée de viande bovine. Cela n'était arrivé dans le passé qu'en 2001, alors que la consommation de viande bovine était affectée par la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

La consommation de **poulet**, en fort développement en 2010 (+ 4 %), progresse moins vivement en 2011 (+ 2 %). L'essor de la production (+ 4 %) alimente la croissance des exportations vers le Proche et Moyen-Orient (+ 17 %). La consommation intérieure bénéficie cependant du renforcement des importations (+ 7 %), qui viennent principalement de l'Union Européenne. Les importations de viande de poulet représentent 40 % de la consommation.

La consommation de **dinde** se stabilise après une reprise en 2010. Elle est un peu en dessous de son niveau

La consommation de volailles rattrape celle de viande bovine



Consommation humaine brute - Estimation pour 2011.
Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

Le prix de la viande s'élève en 2011

Évolution en %	2011/2010
Viandes	2,5
dont Viande de bœuf	2,4
Viande de veau	1,8
Viandes de mouton, de cheval	3,1
Viande de porc et charcuteries	1,2
Volailles	7,0
Autres viandes et plats cuisinés à base de viande	1,5
Autres postes alimentaires	
Poissons et crustacés	3,1
Laits, fromages, œufs	2,2
Ensemble des produits alimentaires	1,7

Source : Insee - Indice annuel moyen des prix à la consommation

moyen des cinq dernières années. La consommation de canard (+ 3 %) confirme la relance amorcée l'an dernier. Malgré cela, elle demeure plus basse de 3 % que la moyenne des cinq dernières années.

Des prix à la consommation en hausse en 2011, freinant la consommation

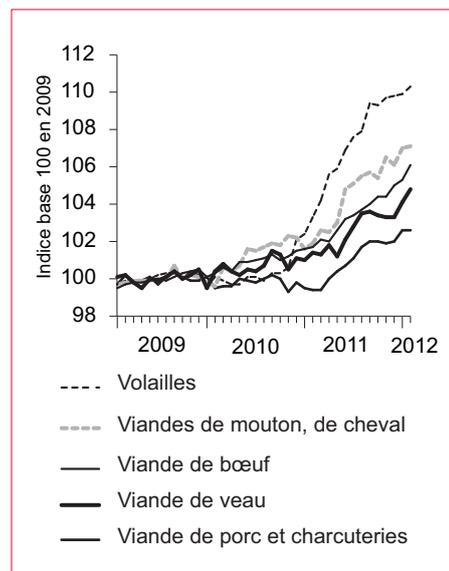
Les prix à la consommation de la viande s'élèvent en 2011, pour toutes les catégories de viandes. Dans l'indice des prix à la consommation, le poste « Viandes » grimpe de 2,5 % en 2011. La forte demande extérieure favorise le redressement des prix à la production de la viande. Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), ceux-ci augmentent en moyenne annuelle de 8 % pour les bovins de boucherie, de 13 % pour les porcins, de 5 % pour les ovins et de 14 % pour la volaille. Cette augmentation des prix à la production allège en partie le poids de l'augmentation du coût de l'alimentation animale. Les prix des aliments composés s'élèvent en moyenne en 2011 par rapport à 2010 de 16 % pour les gros bovins, 26 % pour les porcins, 18 % pour les ovins-caprins et 17 % pour la volaille.

Les prix à la consommation de la volaille augmentent plus rapidement que les autres, grâce notamment à une plus rapide répercussion du coût de l'alimentation des animaux sur le prix à la production. Ils se stabilisent à partir d'août.

Le prix des viandes « de mouton, de cheval » augmente aussi notablement (+ 3 %). La hausse a lieu surtout durant le deuxième trimestre.

Pour le porc et la charcuterie, ainsi que le veau, les prix ont augmenté dans la première moitié de 2011 puis se sont stabilisés jusqu'en novembre. Le prix du bœuf s'élève plus régulièrement, dépassant + 2 % pour l'année.

Hausse des prix à la consommation en 2011, particulièrement marquée pour la volaille



Indice des prix à la consommation base 100 en 1998, ramené à une base 100 en 2009.
Sources : Insee - Agreste

Recul des quantités achetées par les ménages, en liaison avec l'augmentation des prix

Les données du panel de consommateurs Kantar pour FranceAgriMer confortent l'idée de la baisse des quantités achetées par les ménages en 2011, en liaison avec l'augmentation des prix. Ce mouvement de baisse ou de ralentissement touche l'ensemble des catégories d'achats carnés.

La baisse des quantités achetées la plus marquée affecte la **viande ovine** (- 6 %). Elle est liée à l'augmentation de prix la plus élevée : + 5 %. Le déficit d'importations, notamment pour Pâques, explique la forte réduction du pic traditionnel des achats au printemps, portant principalement sur les gigots. Il favorise le maintien des prix à la production à un niveau élevé durant toute l'année, et diminue l'effet habituel des promotions de Pâques sur les quantités et les prix. En effet, la chute traditionnelle des prix d'achat à l'occasion des ventes de Pâques est peu marquée en 2011.

Les achats de viande de boucherie de **bœuf** (- 3 %) continuent de reculer en 2011, un peu plus vite que l'année pré-

cédente. La baisse touche beaucoup plus la viande à bouillir/braiser (- 9 %), défavorisée par la douceur du climat, que la viande à rôtir, griller ou poêler (- 2 %).

La viande de boucherie de **veau** est moins achetée aussi (- 5 %), alors qu'elle avait profité en 2010 d'une stabilité des prix et d'efforts de promotion (veau de Pentecôte). Le veau a le prix moyen d'achat le plus élevé parmi les viandes (14,76 €/kg).

La viande **hachée, fraîche ou surgelée**, est un débouché important pour la viande bovine. Elle était en forte expansion l'an dernier (+ 5 %). La viande hachée fraîche stagne sur l'ensemble de 2011, et la viande hachée surgelée baisse de 2 %.

Elle progresse cependant durant le premier semestre, malgré la hausse de prix qui l'affecte aussi. Elle reste en effet une forme de viande peu chère très attractive.

La consommation de viande hachée fléchit à partir de juin, à la suite de l'affaire des steaks contaminés par Escherichia Coli, médiatisée à la mi-juin. L'augmentation du prix de la viande hachée fraîche s'accélère à

Baisse en 2011 des achats de viande pour la consommation à domicile

	Quantités achetées Millier de tonnes 2011	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen en €/kg 2011	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2011/2010	2010/2009		2011/2010	2010/2009
Viande de boucherie	950	- 2,5	+ 0,3	9,76	+ 2,8	+ 0,2
Viande fraîche	575	- 3,3	- 1,7	10,79	+ 3,0	+ 0,8
dont Bœuf	217	- 3,4	- 1,8	12,94	+ 3,5	+ 0,6
Veau	72	- 4,7	+ 2,4	14,76	+ 2,0	+ 0,5
Porc	216	- 1,9	- 1,8	6,58	+ 3,3	- 0,2
Ovin	58	- 5,8	- 6,7	12,94	+ 5,4	+ 3,9
Cheval	8	- 1,9	- 1,0	14,69	+ 3,8	- 2,6
Viande hachée fraîche	100	- 0,1	+ 4,9	9,36	+ 2,6	+ 0,1
Surgelés	90	- 2,6	+ 5,1	5,96	- 1,2	- 2,3
Élaborés	185	- 1,2	+ 2,4	8,60	+ 3,9	+ 0,9
Jambon et autres charcuteries	760	+ 0,5	+ 0,9	9,58	+ 1,8	+ 0,7
Abats	42	- 2,4	- 6,1	8,63	+ 2,3	+ 2,3
Viande de volailles y compris lapin	635	- 0,6	+ 6,4	7,77	+ 5,3	+ 1,3
Volaille fraîche	402	- 2,2	+ 5,5	7,27	+ 6,2	+ 1,2
dont Poulet	247	- 1,3	+ 7,0	6,27	+ 7,2	- 0,6
Dinde	79	- 2,9	+ 1,6	8,21	+ 5,7	+ 2,6
Canard	33	- 2,3	+ 2,7	11,25	+ 3,6	+ 6,3
Lapin frais	34	- 7,0	+ 5,3	8,63	+ 2,8	+ 0,3
Surgelés	21	+ 6,7	- 4,4	6,57	+ 1,9	+ 1,5
Élaborés	136	+ 2,4	+ 8,3	8,64	+ 3,8	+ 0,5
Charcuterie de volaille	41	+ 8,0	+ 17,5	9,57	+ 3,9	+ 1,1

Sources : Kantar World Panel - FranceAgriMer, Agreste

l'automne, freinant un peu plus les achats jusqu'à la fin de l'année. À l'inverse, les consommateurs reprennent leurs achats de haché surgelé durant le dernier trimestre.

La hausse du prix d'achat qui a suivi les traditionnelles promotions de janvier freine les achats de **viande porcine** sur la première moitié de l'année. Les achats se maintiennent ensuite au même niveau que l'an dernier, malgré l'augmentation des prix en fin d'année. Comme les hausses de prix touchent toutes les viandes, l'attrait de la viande de porc se maintient, car elle reste la viande de boucherie la moins chère, avec un prix moyen d'achat de 6,58 €/kg.

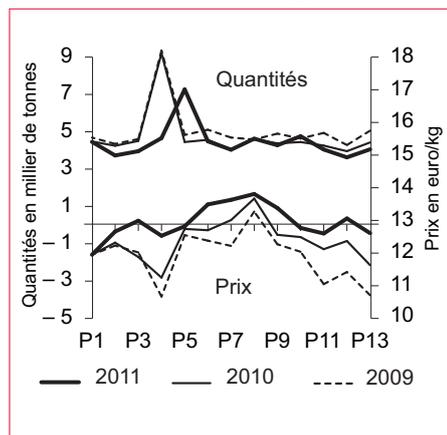
Les quantités achetées de **jambon et charcuterie** continuent de profiter du report de consommation des viandes rouges. Leur développement ralentit cependant en 2011, alors que leur prix d'achat augmente de 3 %.

Les achats de **volailles** par les ménages se réduisent aussi, suivant l'évolution générale. Mais grâce à leur prix qui reste comparativement bas, ils résistent assez bien à la nette augmentation de leurs prix qui démarre à la fin de 2010. La hausse de 7 % du prix du poulet frais s'accompagne d'une légère diminution des achats (- 1 %), alors que ces achats faisaient un bond de 7 % en 2010.

Les achats de **lapin** se replient fortement en 2011 (- 7 %), après une année 2010 favorable (+ 5 %). Son prix moyen s'élève de 3 %, alors qu'il était stable en 2010.

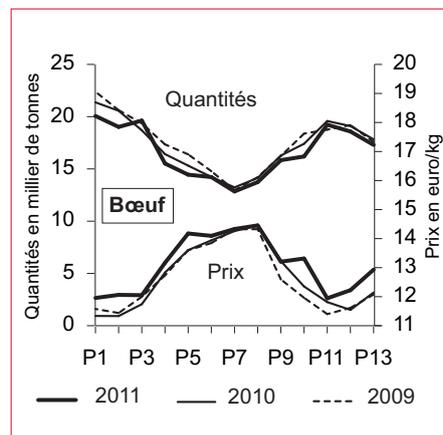
La baisse des achats de volailles fraîches et lapin frais est en partie compensée par le développement des achats de surgelés (+ 7 %), de produits élaborés (+ 2 %) et de charcuterie de volailles (+ 8 %).

Pic printanier réduit des quantités achetées de mouton-agneau



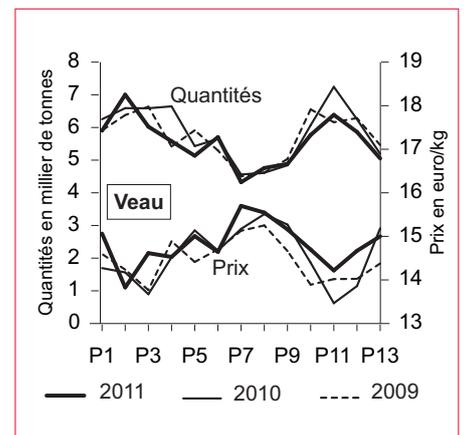
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Les achats de viande de bœuf et de veau...



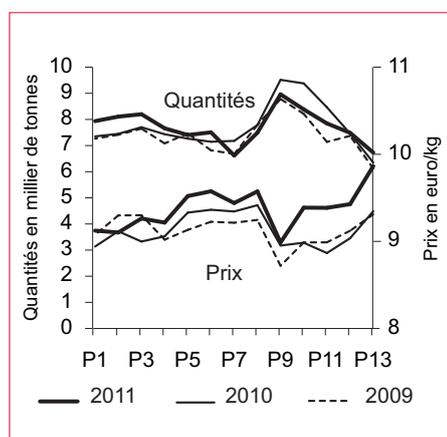
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

... sont freinés par les augmentations de prix en 2011



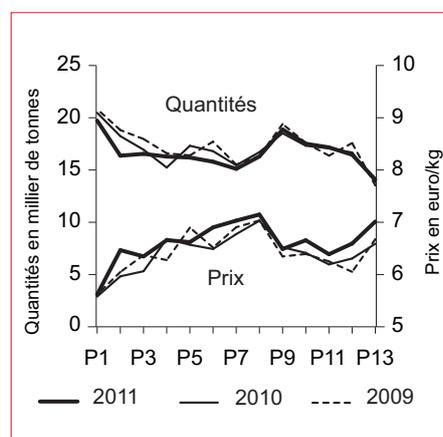
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Baisse des achats de viande hachée fraîche



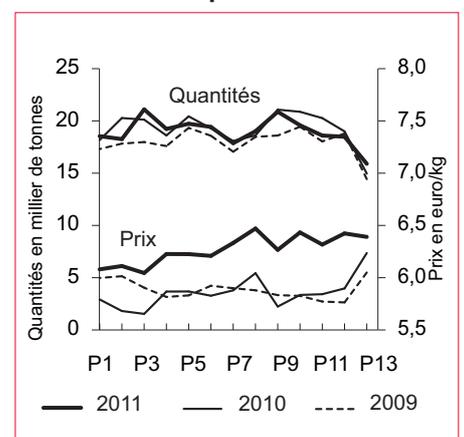
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Faiblesse des achats de viande de porc durant la première moitié de 2011



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Les achats de poulet frais, dont le prix s'élève en 2011, arrêtent leur expansion



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Sources et définitions

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine sur le territoire national. Elle est mesurée en tonnes-équivalent-carcasse, et elle est corrigée des variations de jours d'abattage.

La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.

Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks. Pour la viande de boucherie, les abattages retenus sont corrigés des variations de jours d'abattage.

- Les **achats de consommation** observés par **Kantar World Panel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les données sont établies par périodes de quatre semaines. Treize périodes forment une année.

Pour en savoir plus

- dans l'espace « Données en ligne\Conjoncture\Environnement économique » du site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « **Conjoncture - Consommation** » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications du Service de la statistique et de la prospective parues sur le thème sont :

- « En 2010, la consommation de viande se porte mieux », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2010/133, octobre 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes - Évolution sur dix ans de la consommation alimentaire », Agreste Primeur n° 236, mars 2010
- « En 2009, la consommation de viande se contracte encore », Synthèses Conjoncture Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009
- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009

Retour éditorial

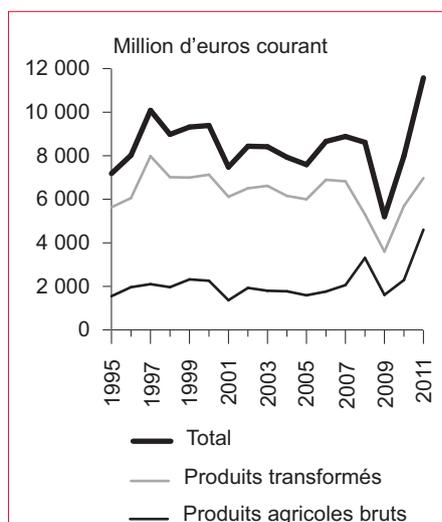
Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent commercial agroalimentaire

En 2011, l'excédent des échanges agroalimentaires atteint son plus haut niveau sur la période 1995-2011. Les prix des produits bruts, particulièrement élevés, expliquent les deux tiers de la croissance par rapport à 2010. Corrigé de l'évolution des prix, l'excédent des échanges en volume progresse pour la deuxième année consécutive : la tendance était à la baisse depuis 2000. Pour les produits bruts, l'excédent en volume revient au niveau élevé atteint en 2010. Pour les produits transformés, il se reprend nettement depuis deux ans. Depuis deux ans, les pays tiers contribuent grandement à l'amélioration de l'excédent. Les exportations de céréales, vins, animaux, viandes, produits laitiers progressent depuis deux ans grâce à ces destinations.

En 2011, l'excédent des échanges agroalimentaires est de 11,6 milliards d'euros courants. Il s'agit du niveau le plus élevé sur la période 1995-2011. Les deux tiers de la croissance de l'excédent par rapport à 2010 viennent de l'augmentation des prix, céréaliers principalement, et l'autre tiers de l'augmentation des volumes échangés des produits transformés. Corrigé de l'effet des prix, le niveau de l'excédent en volume dépasse légèrement le niveau moyen de la période 1995-2011. Cependant, il s'agit de la seconde année consécutive où l'excédent en volume est en progression (+ 18 % en 2011), alors que la tendance était à la baisse depuis 2000.

L'excédent des produits agricoles bruts s'élève en 2011 à 4,6 milliards d'euros, soit le double de 2010 (2,3 milliards). C'est le niveau le plus haut atteint sur

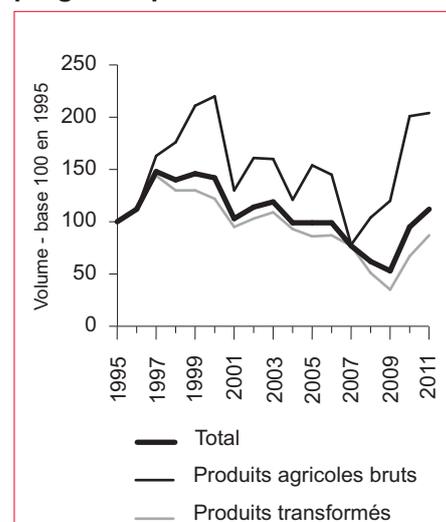
En 2011, l'excédent agroalimentaire atteint un niveau record



L'évolution de l'excédent en volume correspond à l'excédent de l'année N si les prix des produits avait été les mêmes que ceux de l'année N-1.

Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

En 2011, l'excédent en volume progresse pour la seconde année

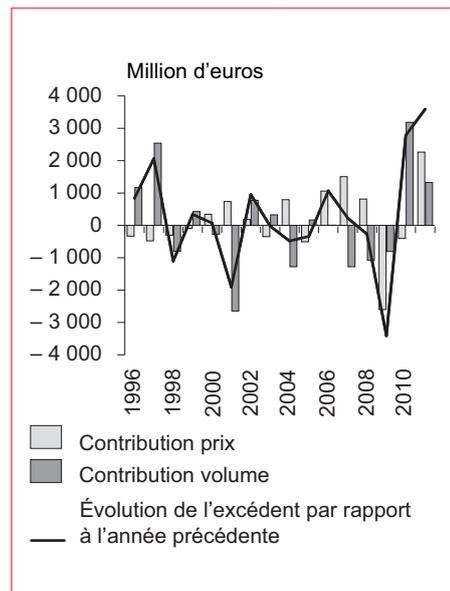


L'évolution de l'excédent en volume correspond à l'excédent de l'année N si les prix des produits avait été les mêmes que ceux de l'année N-1.

Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

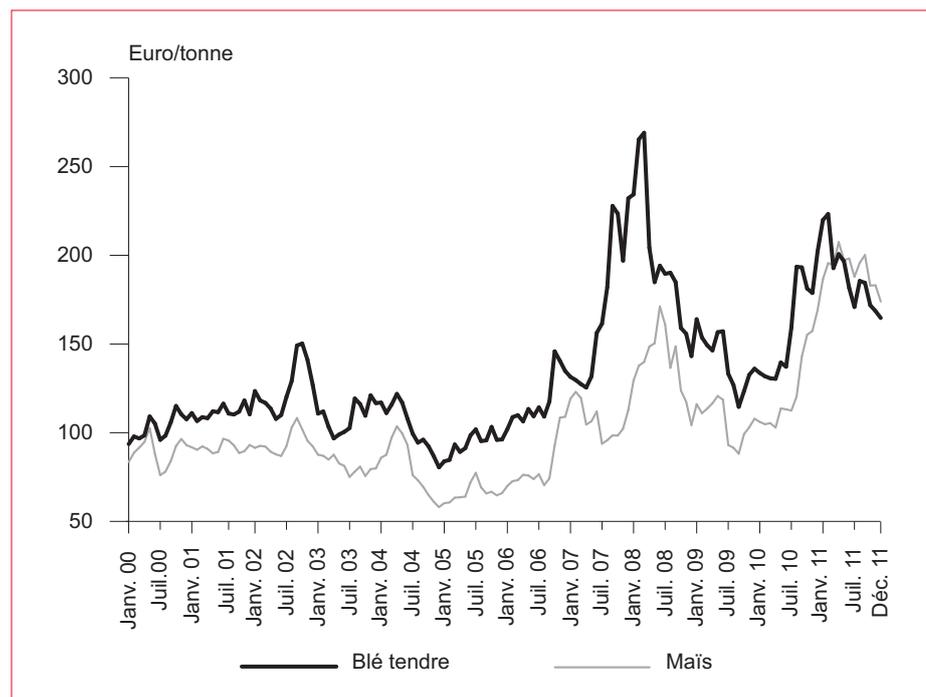
la période 1995-2011 : en 2008, l'excédent en produits bruts avait atteint 3,3 milliards d'euros. Cette très forte croissance du solde vient de l'envolée des prix des céréales, le solde en volume restant stable. Cependant, l'excédent en volume se maintient à l'un des niveaux les plus élevés de la période 1995-2011.

En 2011, la croissance des prix explique les deux tiers de la croissance de l'excédent agroalimentaire



Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

Début 2011, les cotations à la bourse de Chicago atteignent des niveaux très élevés



Source : La Dépêche - Le Petit Meunier

Pour la deuxième année consécutive, le solde des échanges de produits transformés progresse (+ 1,3 milliard d'euros) et atteint 7 milliards d'euros. Cependant, contrairement aux produits bruts, ce n'est pas le niveau le plus élevé : en 1997, l'excédent en produits transformés avait été de 8 milliards d'euros. De plus, pour la deuxième année consécutive, l'excédent en volume progresse, alors que la tendance était à la baisse depuis 2000.

Céréales : en 2011, les prix très élevés tirent les exportations

En 2011, le solde des échanges de céréales progresse de 2 milliards d'euros, et atteint 7,4 milliards d'euros. Les exportations progressent de 2 milliards d'euros par rapport à 2010. Cette forte hausse est uniquement due à la hausse des prix (+ 41 %), alors que les volumes exportés diminuent de 4,1 %. Cependant, la baisse des volumes exportés fait suite à une année 2010 record pour les exportations de céréales. Les volumes exportés en 2011 restent donc à un niveau très élevé, supérieur de 3,5 % par rapport au dernier point haut de 1999.

La mauvaise récolte de 2009/2010 en Russie et dans les pays de la mer

Noire pousse la Russie et l'Ukraine à arrêter leurs exportations de blé tendre, à partir d'août 2010 pour la Russie et d'octobre 2010 pour l'Ukraine. En conséquence, le cours du blé augmente fortement et atteint en février 2011 un niveau très élevé (223 euros la tonne à la bourse de Chicago) même s'il reste inférieur à celui de 2007-2008. La hausse des cours du blé tendre entraîne alors celles des autres céréales. Le cours du maïs atteint 207 euros la tonne en mars 2011, ce qui constitue le niveau le plus élevé sur la période 1995-2011. De même, le cours de l'orge est en forte croissance. En août 2011, la levée des restrictions russes et ukrainiennes fait redescendre les cours, mais ils restent encore à des niveaux élevés.

Blé tendre : depuis 2008, la demande des pays tiers tire les volumes exportés

En 2010, la forte augmentation des volumes exportés de céréales (+ 17 % par rapport à 2009) concernait le blé tendre (+ 26 %) et l'orge (+ 20 %). Pour le blé tendre, c'est la demande des pays d'Afrique du Nord qui tire la croissance. En effet, la faible récolte 2009-2010 en blé tendre, pousse ces pays à importer. Par ailleurs, à la même date, les disponibilités (productions et stocks) en céréales sont importantes en France, ce qui a permis de répondre à la demande. Ainsi, les exportations vers le Maroc ont doublé en 2010 (+ 1 million de tonnes), tandis qu'à destination de l'Algérie et de l'Égypte, elles augmentent respectivement de 780 000 tonnes et de 370 000 tonnes. En 2011, la demande continue de progresser en Algérie (+ 790 000 tonnes) et au Maroc (+ 100 000 tonnes), alors que les exportations vers l'Égypte chutent fortement (- 1,2 million de tonnes). Au final, en 2011, les exportations de blé tendre sont en baisse de 6,9 % par rapport à 2010, mais restent largement supérieures à la situation d'avant 2010.

Depuis 2008, le poids des pays tiers dans les exportations de blé tendre s'est accru. En effet, si sur la période 1995-2007, les pays tiers représentaient environ 40 % des exportations de blé tendre (poids relativement stable sur

toute la période) ; en 2008, ils en représentaient 53 % et en 2011, 61 %.

Pour les autres céréales, les volumes exportés de maïs sont en baisse de 5,8 % par rapport à 2010, l'orge est en baisse de 12,5 %, tandis que pour le blé dur, les exportations augmentent de 41 %, portées par la demande en Algérie. Malgré la baisse des exportations de maïs et d'orge en 2011, ces produits restent dans la moyenne des volumes exportés de la période 2006-2010 (+ 2,1 % pour le maïs).

Amélioration de l'excédent en produits à base de céréales : la hausse des cours des céréales impacte les prix des produits transformés

Par ailleurs, le solde des échanges de produits à base de céréales progresse aussi fortement (+ 339 millions d'euros). En effet, la hausse des prix des céréales se répercute sur les prix de ces produits, et tout particulièrement ceux des produits amylicés et des farines. Ainsi les prix expliquent les deux tiers de la croissance de l'excédent.

Oléoprotéagineux et huiles : les exportations de la filière colza sont en forte progression

En 2011, l'excédent des échanges en oléoprotéagineux est de 274 millions d'euros, il augmente de 170 millions

par rapport à 2010. Les exportations progressent de 362 millions d'euros, grâce à des prix en hausse (+ 36 %). Les volumes exportés sont stables, la hausse des exportations de colza (+ 9 %) compensant la baisse des exportations de tournesol (- 9 %). Les importations sont en hausse de 192 millions d'euros en 2011 : les volumes augmentent de 7 % et les prix de 14 %. Contrairement aux exportations, les volumes importés de colza baissent (- 35 %) tandis que ceux de tournesol triplent presque.

Pour la troisième année consécutive, le déficit des échanges en huile et tourteaux se réduit (- 198 millions en 2011) après avoir atteint un niveau particulièrement haut en 2008. Les exportations augmentent très fortement (+ 677 millions d'euros), tirées à la fois par les volumes (+ 36 %) et par les prix (+ 29 %). En 2011, les volumes exportés d'huiles sont les plus importants de la période 1995-2011. L'huile de colza explique plus de la moitié de la croissance des exportations : les volumes exportés doublent par rapport à 2010, tandis que les prix progressent de 30 %. Dans une moindre mesure, la valeur des exportations d'huiles de tournesol progresse aussi (+ 136 millions d'euros), les prix (+ 35 %) augmentant plus vite que les volumes (+ 9,6 %). Les importations progressent aussi fortement (+ 479 millions d'euros) mais à un rythme moins élevé que les expor-

tations. Les prix tirent la croissance des importations (+ 18 %), tandis que les volumes importés sont en repli de 2,4 %. Pour les volumes importés, les tourteaux (- 9,7 %) expliquent la baisse, atténuée par la forte hausse des importations d'huile de colza (+ 50 %).

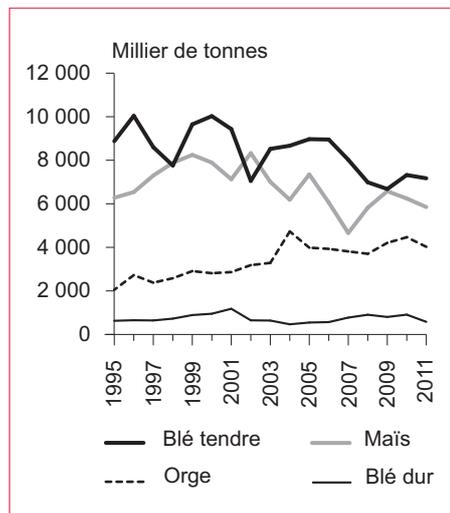
Au final, l'excédent de la filière colza - graines et huiles - progresse de 472 millions d'euros, celui de la filière tournesol de 114 millions. Le déficit des échanges en tourteaux se réduit légèrement, tandis que celui de la filière soja hors tourteaux se détériore de 145 millions d'euros.

Vins et champagnes : la demande des pays tiers dynamise les exportations

En 2011, l'excédent des échanges en vins et champagnes est en hausse de 743 millions d'euros, soit un excédent de 6,6 milliards d'euros. Les volumes exportés, en baisse en 2008 et 2009, augmentent pour la deuxième année consécutive (+ 8 % en 2011). La hausse est particulièrement élevée pour les vins rouges d'appellation d'origine contrôlée (AOP) et plus particulièrement les vins de Bordeaux, dont les volumes exportés augmentent de 25 % en 2011. Les volumes exportés de champagnes progressent de 5 %

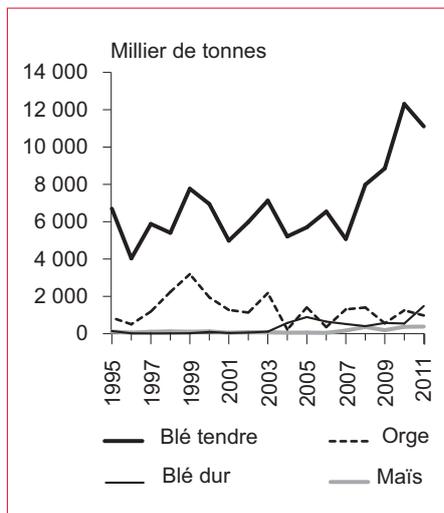
Exportations de vins : les pays tiers tirent la croissance

Baisse des exportations de céréales vers l'Union européenne

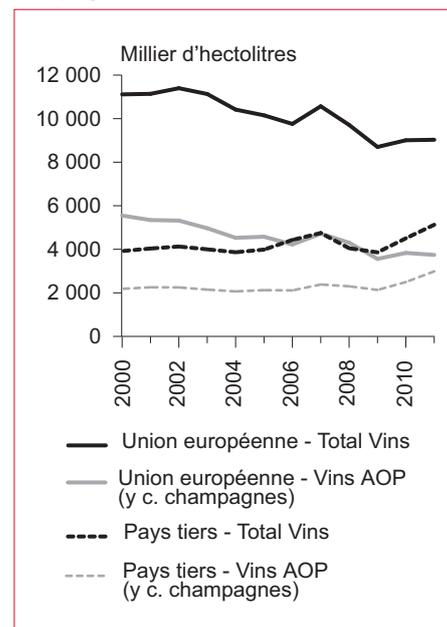


Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

Vers les pays tiers, les exportations baissent mais restent à un niveau très important



Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste



Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

après avoir augmenté de 21 % en 2010, ils retrouvent un niveau comparable à 2008. Enfin, les vins sans indication géographique protégée (IGP) progressent en volume, mais les prix en baisse tirent la valeur des exportations vers le bas.

En 2010 et 2011, l'ensemble de la croissance vient de la demande des pays tiers, Asie et États-Unis. À destination des pays tiers, 2011 est la meilleure année sur la période 1995-2011. Sur l'Union européenne, les volumes exportés restent relativement stables. Cependant, les exportations de vins AOP, les mieux valorisés, diminuent tandis que celles des vins IGP et sans IGP augmentent. Ainsi sur l'Union européenne, les exportations restent à un niveau bas par rapport à la période 1995-2008 (*En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins, Viticulture n° 2011/160, octobre 2011*).

Filière fruits et légumes : stabilisation du déficit depuis 2009

Le déficit des échanges de la filière fruits et légumes frais et transformés reste très important (- 3,6 milliards d'euros), même s'il se réduit de 143 millions d'euros par rapport à 2010. Depuis 2009, le déficit semble se stabiliser voire à légèrement diminuer, alors qu'il avait tendance à augmenter sur la période 1995-2008 (+ 5,9 % par an). En effet, depuis 2009, les déficits des échanges en fruits et légumes frais se réduisent, tandis que l'augmentation du déficit des produits transformés ralentit.

Légumes frais : réduction du déficit grâce à la baisse des prix des produits importés

En 2011, pour la troisième année consécutive, le déficit des échanges en légumes frais se réduit (- 191 millions d'euros) pour atteindre la valeur de 97 millions (contre 347 millions en 2008). Il s'agit du niveau de déficit le plus faible enregistré sur la période 1995-2011. L'amélioration de 2011 vient de la baisse de la valeur des importations (- 165 millions). Les tomates et les courgettes expliquent 80 % de cette baisse. Si les volumes importés de courgettes restent stables et

ceux de tomates augmentent de 4 %, leurs prix baissent fortement (- 35 % pour la courgette et - 21 % pour la tomate) sans doute suite à la crise d'E. Coli. Par contre, la valeur des exportations reste stable par rapport à 2010. Les exportations de pommes de terre de consommation, premier produit exporté, diminuent en volume (- 17 %) mais l'augmentation des prix compense cette diminution. À l'inverse, les volumes exportés de tomate augmentent (+ 12 %) mais la baisse des prix fait que la valeur des exportations baisse de 2 %.

Fruits frais : baisse des importations d'agrumes, de pommes et de poires

En 2011, le déficit des échanges de fruits frais diminue de 81 millions d'euros. Les importations sont en baisse (- 3 %), tandis que les exportations restent stables. Les importations d'agrumes baissent de 14 %, tirées à la fois par la baisse des volumes (- 7,2 %) et des prix (- 7,4 %). Les volumes importés de poires (- 29 %) et de pommes (- 17 %) sont aussi en recul.

Produits transformés de fruits et légumes : le déficit continue d'augmenter

Le déficit des échanges en produits à base de fruits et légumes est de 2,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 128 millions d'euros. Les importations progressent de 289 millions. Les volumes importés augmentent de 3 % et les prix de 4,7 %. En particuliers, le prix à l'importation des jus et concentrés d'orange augmente de 14,5 %. Les exportations progressent de 160 millions d'euros : les volumes exportés augmentent de 6,2 % et les prix de 2,9 %. Les exportations de préparations et conserves à base de pommes de terre augmentent de 16 %, soit plus rapidement que la croissance moyenne sur la période 1995-2011 qui est pourtant forte (+ 9,2 % par an).

Animaux et viandes de boucherie : de nouvelles destinations tirent les exportations

L'excédent de la filière animaux et viandes atteint 1,4 milliard d'euros. Il est en

hausse pour la seconde année consécutive, alors que l'excédent avait tendance à se dégrader depuis 1997 (- 7,4 % par an entre 1997 et 2008). Les volumes exportés vers les pays tiers permettent à l'excédent de repartir vers la hausse (*Commerce extérieur d'animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française, Commerce extérieur n° 2011/163, octobre 2011*).

L'excédent des échanges en bovins progresse de 163 millions d'euros en 2011 et atteint 1 376 millions. Cette croissance vient pour 80 % de l'augmentation du nombre de bovins exportés et pour 20 % de la croissance des prix. Les exportations de bovins profitent de la demande des pays méditerranéens, qui ont ouvert progressivement leurs frontières aux bovins vivants. Après l'Algérie en 2009, le Liban en 2010, la Turquie a ouvert ses frontières à l'exportation en août 2011. Les exportations de bovins se sont alors massivement tournées vers la Turquie, qui représente 45 % de la croissance en 2011. Par ailleurs, les exportations vers l'Italie progressent de 2 % en valeur, tirées par les exportations de broutards légers et de génisses. Enfin, l'Espagne explique 20 % de la croissance grâce aux exportations de broutards légers. Ainsi, le volume de bovins vifs exportés atteint le plus haut niveau depuis 2003.

En 2011, le déficit des échanges de produits des animaux (viandes, abats...) se réduit de 240 millions d'euros. Les viandes de boucherie et les produits de l'abattage contribuent grandement à l'amélioration du solde. Le solde des échanges de viandes de volaille et celui de produits élaborés à base de viande restent relativement stables. Les exportations de viandes bovines progressent de 138 millions d'euros : les volumes augmentent de 8,5 %, et les prix de 5,4 %. La viande bovine profite de l'ouverture du marché turc survenu fin 2010, les expéditions vers la Turquie expliquent 60 % de la croissance en volume. De plus, la valeur des importations de viandes bovines progresse peu (+ 39 millions d'euros) : la baisse des volumes (- 8,8 %) étant compensée par la hausse des prix à l'importation (+ 14 %).

Les exportations de viande porcine progressent de 71 millions d'euros. Les prix tirent la croissance (+ 7,3 %), tandis que les volumes exportés restent stables (+ 1,2 %). L'année 2011 a été marquée par une forte demande asiatique de juillet à octobre, ce qui permet aux volumes exportés d'être au même niveau que ceux de l'année 2010. Les importations progressent très peu, les prix (+ 3,9 %) compensant la baisse des volumes importés (- 1,6 %).

Par ailleurs, le solde des échanges pour les produits de l'abattage - abats (+ 35 millions d'euros), cuirs (+ 54 mil-

lions d'euros) et graisses (+ 35 millions d'euros) - progresse. Les cuirs et les graisses profitent de prix élevés. Pour les abats, les volumes exportés augmentent tandis que ceux importés diminuent.

Produits laitiers : progression des volumes exportés

L'excédent des échanges en produits laitiers est de 3,1 milliards d'euros. Il est en progression pour la seconde année consécutive (+ 10 % en 2011). Les volumes exportés tirent la croissance (+ 6 % en 2011). Les expor-

tations de crèmes de lait progressent particulièrement fortement (+ 54 %), surtout en Italie et en Belgique. Les exportations de fromages, qui représentent la moitié des exportations, augmentent de 5 %, les volumes et les prix progressant au même rythme. Les importations de produits laitiers sont en hausse de 318 millions d'euros, à cause de la croissance des prix à l'importation de la crème, du beurre et du fromage.

Pour la deuxième année, les exportations de produits laitiers vers les pays tiers qui représentent un quart des

Le solde du commerce extérieur s'améliore pour la plupart des filières agroalimentaires

	Importations					Exportations					Solde	
	1995	2000	2005	2010	2011	1995	2000	2005	2010	2011	2010	2011
Montant (millions d'€ courants)												
Céréales	166	194	174	372	413	3 977	4 217	3 862	5 766	7 767	+ 5 394	+ 7 354
Produits des céréales	762	790	982	1 270	1 456	1 217	1 390	1 778	2 188	2 713	+ 918	+ 1 257
Oléoprotéagineux	435	372	383	872	1 063	638	781	676	976	1 337	+ 104	+ 274
Huiles, margarines	1 638	1 904	2 176	3 070	3 549	534	408	629	981	1 659	- 2 089	- 1 890
Légumes	1 060	1 276	1 661	2 033	1 868	784	1 021	1 359	1 745	1 771	- 288	- 97
Fruits	1 816	2 001	2 531	2 803	2 719	1 054	1 211	1 277	1 329	1 326	- 1 474	- 1 393
Prod. à base de fruits et lég.	1 851	2 364	2 715	3 690	3 979	954	1 270	1 446	1 727	1 888	- 1 963	- 2 091
Animaux vivants	828	692	506	481	469	1 585	1 697	1 895	1 991	2 122	+ 1 510	+ 1 653
Viandes et prod. de l'abattage	3 713	3 469	3 913	4 806	5 124	3 968	4 290	3 871	4 272	4 830	- 534	- 294
Produits laitiers	1 810	2 225	2 119	2 739	3 057	3 649	4 180	4 496	5 586	6 179	+ 2 847	+ 3 121
Pêche et aquaculture	746	990	1 076	1 342	1 296	308	454	542	517	519	- 825	- 776
Prod. préparés de la pêche	1 794	2 296	2 656	3 169	3 441	454	735	761	682	714	- 2 487	- 2 727
Vins et Champagne	421	471	495	538	618	3 492	5 512	5 697	6 348	7 171	+ 5 810	+ 6 553
Alcools	399	529	669	893	1 095	1 841	2 026	2 274	2 983	3 220	+ 2 090	+ 2 125
Produits agricoles bruts	7 392	8 067	8 837	11 019	11 317	8 942	10 326	10 437	13 311	15 922	+ 2 292	+ 4 604
Produits transformés	17 685	20 692	24 035	30 611	33 800	23 319	27 821	30 038	36 304	40 772	+ 5 694	+ 6 972
Évolution des volumes échangés (base 100 en 1995)												
Céréales	100	163	137	253	236	100	127	122	143	137	-	-
Produits des céréales	100	116	143	163	168	100	135	171	180	192	-	-
Oléoprotéagineux	100	85	91	192	205	100	127	116	155	156	-	-
Huiles, margarines	100	122	142	153	149	100	109	120	155	211	-	-
Légumes	100	122	163	179	184	100	147	174	196	196	-	-
Fruits	100	111	139	148	145	100	158	156	149	146	-	-
Prod. à base de fruits et lég.	100	132	167	214	221	100	145	178	205	217	-	-
Animaux vivants	100	78	65	76	70	100	111	113	123	131	-	-
Viandes et prod. de l'abattage	100	94	104	120	117	100	106	105	109	113	-	-
Produits laitiers	100	146	139	171	169	100	120	124	144	153	-	-
Pêche et aquaculture	100	116	128	135	127	100	127	145	143	140	-	-
Prod. préparés de la pêche	100	113	152	162	163	100	152	164	134	127	-	-
Vins et Champagne	100	106	107	186	201	100	135	128	136	146	-	-
Alcools	100	133	187	208	236	100	89	91	101	105	-	-
Produits agricoles bruts	100	115	129	148	147	100	134	134	157	157	201	204
Produits transformés	100	119	140	163	166	100	119	127	140	147	67	87

Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

exportations en 2011, progressent plus vite que celles vers l'Union européenne (respectivement + 25 % et + 10 %). De plus, les importations en provenance de l'UE augmentent au même rythme que les exportations, alors que celles en provenance des pays tiers restent faibles. Ainsi, même si l'excédent avec l'Union européenne progresse sur deux ans, c'est surtout l'excédent avec les pays tiers qui explique la croissance du solde des échanges en produits laitiers.

Produits de la mer : augmentation du déficit

Le déficit des échanges en produits bruts de la mer et de l'aquaculture – poisson frais, crustacés – se réduit de 49 millions d'euros, tandis que celui des produits transformés – poissons et crustacés préparés et/ou congelés – augmente de 240 millions d'euros. Les prix augmentent, que ce soit pour les produits bruts (+ 4,5 %) ou les produits transformés (+ 8,9 %). Par contre, si les volumes importés de produits bruts diminuent (- 6,6 %), ceux de produits transformés augmentent très légèrement (+ 0,8 %).

Hausse du prix du caoutchouc brut et du café vert

Enfin, la croissance de la valeur des importations de caoutchouc brut (+ 241 millions) et de café vert (+ 205 millions) atténue la hausse de l'excédent des échanges en produits agricoles bruts. En effet, les prix à l'importation du caoutchouc et du café vert augmentent très fortement : ils contribuent respectivement à 73 % et à 90 % de la croissance des importations de ces produits.

Sources et méthodes

■ Source

Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

■ Calcul des effets volume et prix

1. Pour cette étude, l'évolution de la valeur du solde du commerce extérieur entre l'année $n - 1$ et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du solde commercial.

Soient :

- pe_1 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année $n - 1$
- pe_2 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- pi_1 : la valeur unitaire à l'importation de l'année $n - 1$
- pi_2 : la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- qe_1 : la quantité exportée de l'année $n - 1$
- qe_2 : la quantité exportée de l'année n
- qi_1 : la quantité importée de l'année $n - 1$
- qi_2 : la quantité importée de l'année n

Pour chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire sur le solde du commerce extérieur ont été calculés ainsi :

- L'effet quantité représente l'évolution du solde à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe_2 * qe_2 - pe_1 * qe_1) - (pi_2 * qi_2 - pi_1 * qi_1).$$

- L'effet prix unitaire représente l'évolution du solde à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe_2 * pe_2 - qe_2 * pe_1) - (qi_2 * pi_2 - qi_2 * pi_1).$$

2. On agrège au niveau des groupes de la CPF Rév.2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur agroalimentaire » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La demande des pays tiers en produits transformés tire la croissance de l'excédent agroalimentaire », Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 3/12, mars 2012
- « Commerce extérieur d'animaux de boucherie : des marchés mondiaux favorables à la production française », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2011/163, octobre 2011
- « En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins », Synthèses Conjoncture Viticulture n° 2011/160, octobre 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses Conjoncture Lait n° 2011/155, juillet 2011
- « Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine », Synthèses Conjoncture Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011
- « 2010, la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses Conjoncture Industries agroalimentaires n° 2011/147, avril 2011
- « Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2010/118, juillet 2010
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses Conjoncture Industries agroalimentaires n° 2010/136, décembre 2010
- « Campagne 2008/2009 : nette hausse des importations de graines oléagineuses », Synthèses Conjoncture Oléagineux n° 2009/83, septembre 2009
- « Filière oléagineuse : le déficit commercial en huiles se creuse », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2008/51, octobre 2008
- « Solde agroalimentaire français : bon résultat en 2007 », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2008/15, mars 2008
- « Effet mesuré des hausses de prix sur l'évolution du solde agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2007

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr